

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Grande-Bretagne / Royaume uni (Europe) > Histoire (Grande-Bretagne) > **La dimension impériale et coloniale des 70 ans du règne d'Elisabeth II**

Une dimension coloniale trop souvent occultée

La dimension impériale et coloniale des 70 ans du règne d'Elisabeth II

« La monarchie met du temps à regarder en face son passé colonial »

mardi 11 octobre 2022, par [BOUCHENNI Nadia](#), [MICHAUD Maud](#) (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2022).

La dimension impériale et coloniale des 70 ans de règne d'Elisabeth II a été quasi-absente du flot d'hommages publiés en France lors de son décès. Elle a été davantage débattue au Royaume-Uni et surtout dans les anciennes colonies britanniques d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, où des voix discordantes se sont élevées sur les réseaux sociaux pour rappeler les nombreux crimes coloniaux commis durant ce règne, comme au Kenya, en Inde ou au Nigéria. Nous publions ici un entretien par TV5 Monde avec la chercheuse Maud Michaud qui indique une absence de travail décolonial dans l'institution monarchique britannique, alors que ce travail a commencé dans d'autres institutions du pays.



Elisabeth II au Ghana indépendant en 1961

Les réactions à la mort de la reine d'Angleterre n'ont pas toutes été tendres. Sur les réseaux sociaux notamment, de nombreuses personnes ont exprimé leur colère en rappelant l'histoire coloniale britannique dont la couronne était le symbole. Pourtant, la reine n'a pas de pouvoir politique décisionnaire. Dans quelle mesure ce passé colonial et la Couronne sont-ils liés ?

TV5 Monde : Les réseaux sociaux ont été la vitrine de réactions virulentes, voire de joie à l'annonce de la mort de la reine d'Angleterre. Quel était le catalyseur de cette colère, selon vous ?

Maud Michaud : Il est normal que les réactions soient si contrastées. Ce qui est assez intéressant, c'est qu'il a souvent été rappelé qu'Elizabeth II n'était pas seulement la reine du Royaume-Uni, mais qu'elle était aussi à la tête des royaumes du Commonwealth.

Le monde britannique a complètement changé entre 1952, date du couronnement d'Elizabeth II et 2022. Ce changement vient essentiellement de ce grand bouleversement qu'a été la décolonisation, un processus de plusieurs dizaines d'années.

Le début de son règne est marqué en effet par des vagues successives de décolonisation, ce qu'un de

ses Premiers ministres (Harold Macmillan) avait alors appelé « *the wind of change* » (« le vent du changement », ndlr). En 1952, l'administration coloniale britannique est bien loin de s'imaginer l'indépendance de ses colonies africaines. Il y a eu de nombreuses violences coloniales notamment au Ghana, qui s'appelait alors Gold Coast, ou encore au Kenya. C'est ce dont il s'agit dans les reproches qui sont faits ces derniers jours. Même si ces violences ne sont pas du fait de la reine, elles ont été perpétrées en son nom. Elle en est le symbole. La plupart des colonies étaient d'ailleurs appelées « les colonies de la Couronne ».

Elle est d'ailleurs en tournée en Afrique, au Kenya précisément, quand son père George VI décède (le 6 février 1952) et qu'elle devient reine. Son règne débute dans une colonie. Cela a joué un rôle ?

C'est vrai, c'est au Kenya qu'elle apprend la nouvelle. Cela a dû marquer sa prise de position d'une manière ou d'une autre. La même année, en octobre 1952, le gouverneur britannique du Kenya impose l'état d'urgence dans tout le pays en réponse à un mouvement anticolonial, qu'on a appelé la révolte des Mau-Mau. La minorité britannique au Kenya s'était appropriée les terres de ces paysans Mau-Mau. Mais cette rébellion a été matée dans le sang. Des dizaines de milliers de Kenyans sont placés dans des camps de détention, qui ressemblent finalement à des camps de concentration et y sont torturés en masse.

Pendant de longues décennies, les archives sur cette période de la rébellion des Mau-Mau n'ont pas été accessibles. En 2011, des historiens ont commencé à travailler sur le sujet et en 2013 un procès a pu avoir lieu à Londres, où certains Mau-Mau encore en vie ont assigné le gouvernement et non pas la reine ou la couronne en justice et ont obtenu des compensations.



Répression de la révolte des Mau Mau au Kenya (1952-1960)

Il y a bien entendu d'autres endroits où des gouverneurs coloniaux ont également tenté de faire taire les mouvements anti-coloniaux, notamment à Chypre, au Yémen, entre autres, où l'état d'urgence avait aussi été déclaré. Et je ne parle même pas du sujet plus complexe qu'est l'Irlande.

Justement, certaines des réactions les plus virulentes venaient d'internautes irlandais, avec notamment des chants de supporters dans un stade, qui disaient « Lizzy in the box » (Lizzy dans la boîte). On pensait les choses plutôt apaisées en Irlande, mais ces réactions et le décès de la reine peuvent-ils réveiller les tensions ?

Ce n'est pas le décès de la reine qui va mettre le feu. Il y a déjà eu des émeutes intracommunautaires en 2020 dans les rues de Belfast et d'autres villes d'Irlande du Nord. Elles étaient liées à des problématiques économiques en raison du Brexit et du protocole nord-irlandais. L'Irlande du Nord avait voté contre le Brexit et le protocole nord-irlandais a vraiment été vécu comme une grande trahison par les Unionistes, habituellement alliés du Parti conservateur au Parlement.

Ce qui est intéressant, c'est que la reine Elizabeth avait cependant fait un pas symbolique vers l'Irlande, puisque c'était la première monarque en un siècle à se rendre à Dublin, dans la République

d'Irlande, en 2011. Sa visite avait été très commentée, aussi à cause du choix de sa tenue, de couleur verte, symbole de l'Irlande.

Sa mort ne va pas réveiller les tensions. Elle peut en revanche expliquer la réaction de certains Irlandais Républicains, vivant en Irlande du Nord, qui pourraient imaginer que les étoiles sont en train de s'aligner pour une potentielle réunion de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande. Mais nous en sommes très loin.

On ne sait pas ce qu'a été la position de la reine sur la façon dont son gouvernement a géré les luttes décoloniales au Kenya, au Yemen et ailleurs, malheureusement.

La reine n'avait pas de pouvoir décisionnaire politique, elle est même tenue de ne pas donner son avis. Elle a néanmoins parfois émis des messages subtils par ses tenues comme à Dublin en 2011, ou au moment du vote pour le Brexit en 2017. Que sait-on de son positionnement sur ce fameux « wind of change » des décolonisations ?

Rien malheureusement. Bien entendu, la reine est au fait de toutes les décisions prises par son gouvernement. Elle recevait des rapports de manière très protocolaires. Elle avait également des réunions dans son palais avec ses Premiers ministres toutes les semaines. Mais nous ne savons rien de leurs contenus.

On entend beaucoup ces jours-ci combien la reine ne s'entendait pas avec Margaret Thatcher. Celle-ci était contre le fait que le Royaume-Uni prenne une position très claire contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Or, Elizabeth II est allée contre cet avis, en se rendant à un sommet sur le continent africain (5^e sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth en Zambie, ndlr), clairement anti-apartheid, non pas en tant que reine du Royaume-Uni, mais en tant que chef du Commonwealth.

Elle tenait à montrer son soutien aux populations noires et aux populations africaines d'Afrique du Sud qui vivaient dans ce régime de ségrégation. Cela, c'est une chose que l'on sait. Pour le reste, malheureusement, on ne sait pas grand chose.

Ce qui lui est reproché par ces réactions virulentes, c'est que ces répressions ont été faites en son nom, ou en tout cas au nom de la Couronne, la rendant indirectement responsable ? Y a-t-il eu un travail de réflexion sur ce sujet au sein de l'institution royale ?

Elizabeth II n'avait pas le titre d'Impératrice comme son arrière grand-mère, la reine Victoria, qui était Impératrice des Indes. Mais elle était à la tête du Royaume-Uni, qui lui, était à la tête d'un empire colonial. Donc il y a un lien logique qui se fait. Voilà pourquoi certains font le raccourci de la rendre responsable de ces crimes.

En revanche, la monarchie et la famille royale mettent du temps à regarder en face ce passé colonial. La monarchie a été plus directement responsable sous Victoria ou d'autres rois, notamment pendant la traite des esclaves. Pendant deux siècles et demi, le Royaume-Uni a été la nation européenne qui a bénéficié le plus du système esclavagiste des plantations dans les Antilles.

C'est encore très difficile pour la monarchie de mener cette réflexion décoloniale, alors que d'autres institutions vénérables sont en train de faire ce travail.

On décolonise le British Museum, on décolonise les universités britanniques, notamment Oxford et Cambridge, qui ont énormément bénéficié des investissements de donateurs ayant fait fortune dans ces grandes plantations. Ces actions se font sous la pression étudiante, ou d'associations d'afro-descendants qui agissent sur ces enjeux de mémoire dans l'espace public notamment. Il y a des

appels à décoloniser la monarchie, mais c'est un travail de réflexion que la famille royale a encore beaucoup de mal à faire.

Le Commonwealth est-il finalement l'héritage le plus marquant d'Elizabeth II du point de vue colonial ? Que signifie-t-il aujourd'hui ?

Quand elle arrive sur le trône, en 1952, l'Empire est toujours là, même s'il avait déjà perdu sa pièce maîtresse, l'Inde. Mais le Royaume-Uni est encore l'Empire le plus puissant du monde. Durant les premières décennies de son règne, jusqu'à la fin des années 1980, on voit ces vagues de décolonisation et la prolongation d'un Commonwealth qui existait déjà, qui se veut de plus en plus multiethnique, au fil des années.

Au départ, le Commonwealth est créé essentiellement par les anciennes colonies de peuplement, les colonies où très vite, l'immigration venue des îles britanniques a fait en sorte que les populations indigènes se retrouvent submergées par ces colons blancs venus des îles Britanniques. On parle essentiellement du Canada, de la Terre-Neuve, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'une certaine manière plus complexe, de l'Afrique du Sud, même si là-bas, les Blancs n'ont jamais été plus nombreux que les Noirs. Le règne d'Elizabeth a été le règne du délitement de l'Empire, pour être remplacé par ce Commonwealth of Nations, aujourd'hui composé de 56 pays, presque quasiment tous anciennes colonies de l'Empire britannique (le Rwanda, le Togo et le Gabon ont rejoint l'organisation, ndlr).

Cette organisation souhaite encourager des relations commerciales, diplomatiques, culturelles entre ces pays qui partagent un héritage commun. Les membres de la famille royale, notamment Charles et William, accompagné de Kate ont tenté de poursuivre l'œuvre de la reine en se lançant dans de longues tournées à travers les pays membres pour réaffirmer des liens censés les unir. Le terme de « famille » était souvent utilisé, au XIX^e siècle pour parler de l'Empire. Il a continué d'être utilisé par Elizabeth, tout au long de son règne.

Ces tournées qui étaient de grands événements sous Elizabeth II tournent au fiasco. La dernière tournée de William et Kate dans les Caraïbes anglophones s'est très mal passée. Ils n'ont pas du tout été bien accueillis. Il y a eu de gros problèmes de communication, des photos où l'on voyait des enfants noirs qui se pressent contre des grilles pour aller serrer la main de Kate et William. Visuellement, ce voyage a été une grande catastrophe pour eux.



Ce lien avec le passé colonial pose-t-il problème aux pays membres ?

L'une des raisons invoquées par la Barbade de s'affranchir du Commonwealth a été la volonté de couper complètement ses liens avec le passé colonial esclavagiste dont l'institution de la monarchie était à l'origine. La Jamaïque est en passe de faire de même (Le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda vient d'annoncer un référendum en vue de devenir une République, ndlr). Certains pays des Caraïbes anglophones prévoiraient même de demander des compensations financières en rapport au système esclavagiste. On le voit, la décolonisation est actée comme processus politique mais la décolonisation des esprits n'est pas du tout terminée.

La monarchie, ses protocoles et ses rituels ont du mal à se décoloniser. Par exemple, l'équivalent de la Légion d'honneur se nomme the Order of the British Empire, « l'Ordre de l'Empire britannique ». Cette notion est toujours présente, même dans la plus haute distinction qui peut être remise à un citoyen. L'esprit colonial est toujours présent dans le cérémonial de la monarchie.

Cela peut donc expliquer pourquoi certains commentateurs ou citoyens ont voulu rappeler que l'héritage colonial de la monarchie ne doit pas être tu pendant cette période de deuil et de recueillement.

Peut-on comparer d'une certaine manière ce Commonwealth au système certes plus opaque et moins officiel de la Françafrique ? Est-ce le même lien entre un ancien empire colonial et ses anciennes colonies qui existe ?

Je ne suis pas sûre car le Commonwealth est quand même une organisation très officielle, à laquelle les Etats adhèrent de leur plein gré et peuvent d'ailleurs la quitter, comme l'a fait la Gambie il y a quelques années.

Du point de vue de l'ancien Empire, c'est certain qu'il y a cette volonté. Il y a eu dans le passé des tentatives pour éviter que des pays africains ne tombent sous la coupe de l'Union Soviétique, notamment le Ghana (Elizabeth II y a fait un voyage remarqué en 1961, ndlr). Le Royaume-Uni continue, par le Commonwealth, à promouvoir les échanges commerciaux avec les pays africains anglophones pour tenter de contrer l'influence d'autres puissances sur le continent, comme la Chine et la Russie. Cela doit aussi être pris en compte.

Entretien par Nadia Bouchenni avec Maud Michaud

P.-S.

• Histoire coloniale et postcoloniale, publié le 30 septembre 2022 : <https://histoirecoloniale.net/La-dimension-imperiale-et-coloniale-des-70-ans-de-regne-d-Elisabeth-II.html>

Source : Entretien par Nadia Bouchenni avec Maud Michaud publié par TV5 Monde le 10 septembre 2022.

• Maud Michaud est spécialiste de l'empire colonial britannique, chercheuse et maîtresse de conférence à l'Université du Mans.